

Washington, le Comité put se faire une bonne idée de l'appareil américain vu par le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, les organismes du renseignement et de la sécurité eux-mêmes et des observateurs indépendants. Cette visite à Washington lui permit aussi de se renseigner sur les services de renseignement de sécurité de l'Australie. Le Comité rendit visite à l'ambassadeur de l'Australie aux États-Unis, qui est nul autre que l'ancien directeur du Bureau national de surveillance australien. Il en a tiré un certain nombre de réflexions dont ce rapport fait état.

## **1.5 Observations au sujet du processus d'examen**

Les membres du Comité entreprirent cette tâche bien résolus à effectuer un examen aussi approfondi que possible. Mais ils se rendirent vite compte que la complexité et la nature confidentielle des questions à l'étude leur posaient un défi de taille et qu'il ne serait pas facile de finir le travail dans les délais établis.

La réticence de certains intervenants du milieu de la sécurité et du renseignement à fournir au Comité la coopération requise pour mener sa tâche à bien rendit son travail encore plus difficile. Cette réticence se manifesta par le refus de donner au Comité libre accès aux documents, de permettre au personnel d'accompagner le Comité à toutes les séances d'information et de l'autoriser à accompagner le Comité chaque fois qu'il visitait des locaux. Il faut toutefois reconnaître, en toute justice, que cet examen du renseignement et de la sécurité s'effectue rarement en public au Canada et qu'une certaine réticence était prévisible. Le Comité reconnaît qu'il a obtenu un certain montant d'informations et que cela l'a aidé dans son travail. Il a aussi ressenti, à mesure que l'examen avançait, qu'il s'établissait une certaine compréhension et un certain degré de confiance mutuelle entre ses membres et le milieu du renseignement et de la sécurité.

Le Comité a comparé la réticence éprouvée par le milieu du renseignement et de la sécurité au Canada avec ce qu'il a appris à ce sujet aux États-Unis. Presque sans exception, tous ceux avec qui le Comité a parlé à Washington, tant au sein de l'appareil exécutif que des organismes du renseignement de sécurité eux-mêmes, acceptent volontiers l'examen et la surveillance du Congrès. Il a fallu cependant du temps pour surmonter la réticence et établir un climat de confiance mutuelle. Le mode de surveillance exercé par le Congrès américain semble fonctionner mieux que dans le passé grâce aux progrès accomplis dans ces domaines. Le Comité espère que la situation évoluera dans ce sens au Canada. Plusieurs de ses recommandations devraient favoriser cette évolution.

Le Comité a effectué cet examen à un moment où, tant dans le milieu canadien du renseignement et de la sécurité que sur la scène politique internationale, les changements et les remous abondaient. Contrairement aux enquêtes réalisées dans le passé au Canada, le travail du Comité n'a pas été déclenché par un scandale ou des événements extraordinaires. Le moment était propice à la réflexion dans le calme pendant une période de changements mais non de crise. Les recommandations formulées ici visent à adapter les services canadiens du renseignement de sécurité au monde de demain.